

de rencontres personnelles entre les individus de l'une et de l'autre race. Les différends de ce genre n'ont lieu presque qu'entre les gens du peuple, et il est rare qu'ils dégèrent en actes de violence. Quant aux autres classes, les fréquentations sociales sont si retrécies, que les plus acharnés ou les plus susceptibles antagonistes ne se rencontrent jamais dans un même salon. Il est venu à ma connaissance qu'un Monsieur, qui avait été pendant quelques années un des plus actifs et des plus chauds meneurs parmi la population Anglaise, ne s'était jamais rencontré privément avec des Canadiens Français de la même classe que lui, lorsqu'il en rencontra quelques uns à table sur l'invitation de personnes attachées à sa mission, lesquelles étaient dans l'habitude de se lier également avec les Français et les Anglais. Il n'y a par conséquent aucunes discussions personnelles sur la politique. Les occasions de difficultés ne se rencontrent jamais, et pour se quereller il faut le faire si publiquement ou tellement de propos délibéré, que la prudence empêche les individus de se faire entr'eux des querelles, qui finiraient probablement par des luttes générales et sanglantes entre les masses. Les appréhensions personnelles préviennent les disputes et les démêlés personnels, même parmi les gens du peuple; les Français connaissent et redoutent la force physique supérieure des Anglais dans les villes; et là même les Anglais évitent d'user de leur pouvoir, craignant les représailles qu'on pourrait exercer contre leurs compatriotes épars dans les établissements ruraux.

Ce sentiment de tolérance réciproque va si loin qu'il produit un calme apparent par rapport aux affaires publiques, propre à embarrasser un étranger qui a entendu parler beaucoup des animosités qui règnent dans la Province. On n'y en aperçoit aucune trace dans les assemblées publiques: elles ont lieu de tout côté, dans des moments d'agitation, sans troubles, et presque sans division d'opinions. Le fait est que les deux partis en sont venus à un entendement tacite de ne point se heurter dans ces occasions: chacun des deux partis sachant qu'il serait toujours en son pouvoir d'empêcher ces assemblées. Le parti Anglais par conséquent a ses assemblées, et le parti Français les siennes; et ni l'un ni l'autre ne se nuisent. Les adresses de félicitation que j'ai reçues en diverses occasions indiquaient la même séparation, dans une matière sur laquelle l'esprit de parti semblait devoir peu s'exercer, ou du moins se tenir caché par calcul ou par bienséance. J'ai reçu des mêmes localités des adresses Françaises et des adresses Anglaises, et je n'ai jamais vu les deux races se réunir, si ce n'est dans peu d'occasions où j'ai rencontré les noms de deux ou trois individus isolés, qui se trouvaient vivre parmi des personnes de l'autre origine. Les deux partis ne s'unissent pour aucun objet public; ils ne peuvent pas même s'accorder pour des institutions de charité. La seule occasion publique où ils se rencontrent est dans les corps de Jury; et l'obstruction entière de la justice en est le résultat.

Les hostilités qui règnent ainsi dans toute la société s'envenimaient depuis quelque temps avant d'avoir pris l'aspect imposant qu'elles ont pris dans la politique du pays. De pareils sentiments dans la société devaient nécessairement produire une lutte à mort dans la politique. Les Français voyaient avec jalousie l'influence politique d'une classe étrangère qui s'accroissait tous les jours, pour laquelle ils n'avaient que de l'aversion et qu'ils redoutaient; les Anglais fortunés étaient irrités

que leurs propriétés ne leur donnassent point de l'influence sur les Français qui étaient dans leur dépendance, et qui suivaient la bannière des meneurs de leur origine; et les fermiers et les commerçants d'origine britannique ne tardèrent pas à se fatiguer d'être frappés d'une nullité complète au milieu d'une population en majorité, dont ils méprisèrent l'ignorance et dont les vues et la conduite politiques étaient si différentes de leurs notions sur la théorie et la pratique d'un Gouvernement populaire. On ne peut pour un moment hésiter à accorder aux Anglais une supériorité de connaissances politiques et pratiques. La grande masse de la population Canadienne, incapable de lire et d'écrire, et qui n'a pu acquérir dans le peu d'institutions que le pays possède même les éléments d'une éducation politique, était décidément inférieure aux émigrés Anglais, dont la plus grande partie avait reçu une assez bonne éducation, et qui avaient été accoutumés dans leur pays à prendre une part active dans les affaires publiques d'une nature ou d'une autre. Quant aux classes éclairées, la supériorité n'est pas si générale ni si apparente; en vérité, d'après les informations que j'ai pu recueillir, je suis porté à croire que la plus grande portion de raffinement, d'idées spéculatives, et de ces connaissances qui s'acquiert dans les livres, doit se trouver, à quelques exceptions brillantes près, du côté des Français. Mais je n'hésite pas à déclarer, même avec beaucoup d'assurance, que les circonstances dans lesquelles se sont trouvés placés les Anglais dans le Bas-Canada, usant de l'éducation politique qu'ils avaient déjà reçue, ont fait acquiescer à leurs chefs une sagacité pratique, un tact et une énergie dans les affaires politiques, qui, je dois l'avouer, eu égard, suivant moi, au vice des institutions locales, manquaient d'une manière déplorable aux partisans Français. Il était impossible qu'une race qui se sentait supérieure par l'activité et les connaissances politiques, supportât avec patience la domination d'une majorité qu'elle ne pouvait respecter. Quand et par quelle cause particulière les hostilités entre cette majorité et cette minorité, qui devaient nécessairement entrer en collision, ont-elles pris un caractère de première importance, cela est difficile à dire. Les hostilités existantes entre l'assemblée et le Gouvernement avaient depuis long-temps donné lieu à des attaques, de la part des partisans populaires, contre la nation à laquelle appartenait ce Gouvernement. L'on dit que les appels à l'orgueil national des Français et à leurs animosités devinrent plus directs et plus généraux lors du projet manqué d'unir le Haut et le Bas-Canada, en 1822; projet que les meneurs de l'assemblée envisagèrent ou représentèrent comme une attaque dirigée contre les institutions de leur pays. Les sentiments haineux des Anglais furent aigris par les dénominations que, subséquemment à cette époque, ils furent dans l'habitude d'entendre faire contre eux. Ils avaient, sans doute, quelque sympathie pour les membres du gouvernement provincial de leur origine; et leurs sentiments d'attachement pour la connexion de la Colonie avec la Grande-Bretagne n'en furent que plus excités par les procédés de l'assemblée, qui semblaient devoir mettre en danger cette connexion. Mais les abus du Gouvernement colonial donnaient tant de motifs à l'opposition, que les représentants des deux races continuèrent pendant longtemps à se réunir contre le système existant.

Et comme la masse de la population Anglaise, fixée dans les Townships et sur les bords de l'Outaouais

n'avait qu'une population Écossaise, il aurait pu y avoir une distinction de gravité sur ce point si l'assemblée de la population Écossaise n'avait pas été dans l'habitude de se réunir avec les Français pour discuter les lois et les propositions relatives à l'association.

La population Écossaise, qui n'avait pas de représentants comme un commerce, et qui n'avait pas de représentants Anglo-Saxons, n'avait pas de représentants pour principes, par tous les sens possibles, l'augmentation de la population de la nation la plus aliénée, et qui n'avait pas de représentants pour besoins, et qui n'avait pas de représentants pour dans les plus petites localités, et qui n'avait pas de représentants pour ou autre ou d'autres désirs. Les Banques, les canaux, et d'autres entreprises de ce genre, la chose la plus importante dans le pays, elle n'avait pas de représentants pour les travaux publics, et qui n'avait pas de représentants pour de rendre le pays dans toute la

Sans aller dans le détail de l'économie nationale, voyait avec prospérité d'origine et enne le patrimoine du pays, non pas et un lieu de de pourvoir le pays, son esprit de la lég de mettre en sentiments d'origine et les nouveaux refus de ch subvenir aux et refusa aux destinés à d' Mont éal a politiques co glais qui ava aux soins du Il est juste d' torisés et en sar une éch en opération d'autres, con tions dont j' une grande les permettre bien fondés du Haut-Cu contre la ma